



# LE TRAVAIL AFFRANCHI.

BUREAUX : RUE DES SAINTS-PÈRES, 16.

Ce Journal paraît tous les Dimanches. — Les manuscrits ne sont pas rendus.

PARIS, un an, 5 fr. — Six mois, 3 fr. 50. — Trois mois, 1 fr. 50.  
DÉPARTEMENTS, un an, 7 fr. — Six mois, 3 fr. 50. — (Affranchir).

Les bureaux sont ouverts tous les jours, de dix heures du matin à quatre heures du soir.

## AVIS.

Nous avons pris des mesures pour que le journal soit régulièrement distribué le dimanche matin, de 6 heures à 8 heures.

Tout abonné qui ne recevra pas exactement son numéro avant 9 heures, est instamment prié de nous adresser une réclamation.

Les marchands trouveront des dépôts du *Travail affranchi* aux bureaux du journal :

Rue Coquillière, 15, rue Notre-Dame-des-Victoires, 16.

On s'abonne : pour les départements, en envoyant un mandat sur la poste, franc de port, à l'adresse de l'administrateur.

**SOMMAIRE :** Les anciennes corporations de métiers, ou l'organisation du travail au moyen-âge. — La misère existe-t-elle ? M. Thiers et M. Blanqui. — Le socialisme pratique à Lille. — Affranchissement du travail agricole : Banques départementales. — Travaux de l'Assemblée. — Revue de l'extérieur. — Suppression de l'intérêt. — Equilibre de population Malthus. — Dangers des boissons alcooliques. — Variétés : Locomotion aérienne. — Les tisserands de Silésie.

## LES ANCIENNES CORPORATIONS DE MÉTIERS

OU L'ORGANISATION DU TRAVAIL, DEPUIS LE MOYEN-ÂGE JUSQU'EN 1789.

Les corporations d'autrefois avaient de graves inconvénients, sans doute ; mais, en revanche, elles offraient aux artisans de précieux avantages, qui ont complètement disparu sous le régime de la concurrence sans frein et de la liberté désordonnée.

Certes, nous ne regrettons ni les maîtrises, ni les jurandes ; nous ne demandons point, comme les économistes de l'école catholique, qu'on restaure les vieux règlements. Nous avons mieux à faire aujourd'hui qu'à rétablir les institutions de Saint-Louis et la législation du moyen-âge. Les corporations ont eu leur utilité dans le passé, mais lorsqu'elles ont été abolies, elles avaient cessé depuis longtemps d'être en harmonie avec les besoins de la société. A plus forte raison ne sauraient-elles convenir à notre époque.

Cette déclaration faite, nous allons examiner ce qu'il pouvait y avoir de bon dans cette ancienne organisation des maîtrises.

Quand les corporations ont été constituées, les arts et l'industrie étaient à leur enfance ; la société elle-même se débattait dans l'anarchie et s'efforçait de secouer le joug pesant de la féodalité. Dans ces temps de trouble, de désordre, de guerre civile, l'autorité centrale n'existait point ou était impuissante à maintenir l'ordre et la paix, à réprimer les abus. La royauté n'était guère qu'une suzeraineté nominale du roi sur tous les grands vassaux. Les simples citoyens étaient réduits le plus souvent à se protéger eux-mêmes contre les exactions de toute espèce.

Pour défendre, envers et contre tous, leur liberté et leurs propriétés, les artisans se groupèrent en corporations, comme les bourgeois s'étaient groupés en communes, opposant le nombre à la force ;

puis ils stipulèrent entre eux des garanties réciproques ; ils réglèrent les conditions de leur association, les droits et devoirs de chaque associé ; ils organisèrent enfin, tant bien que mal, les métiers, c'est-à-dire l'industrie.

*Association des travailleurs, Organisation de l'industrie*, voilà quels ont été, dans l'origine, le principe et le but des corporations de métiers.

Sans doute cette *association était incomplète*, car elle était purement défensive, car elle n'avait été établie qu'au profit des maîtres, car elle laissait en dehors les intérêts des ouvriers, compagnons ou apprentis, et les intérêts des consommateurs ; mais elle était du moins avantageuse à tous les associés, et ce fut un grand bienfait pour la classe des artisans.

Sans doute encore cette *organisation était défectueuse*, surtout si nous la jugeons d'après les idées modernes ; mais elle était ce qu'elle pouvait être alors : elle correspondait à l'état social des artisans, à leurs lumières ; elle suffisait aux besoins de l'industrie, comme les petits métiers suffisaient aux besoins de l'époque.

*Association, Organisation*, ces deux principes sont tout ce qu'il y a à regretter des maîtrises. Quant au *mode* d'association et au *système* d'organisation, ils ne pouvaient subsister plus longtemps. Malheureusement, en 1789, on n'a pas su distinguer le *principe*, qu'il fallait maintenir, du *mode*, qui, seul, aurait dû être réformé ; on a condamné l'un et l'autre, puis on a décrété le laisser-faire. Là fut l'erreur, la faute irréparable.

Il ne s'agit donc point aujourd'hui, encore une fois, de ressusciter les corporations. Alors même que ce serait chose utile, ce que nous ne saurions admettre, ce serait chose complètement impossible. Les sociétés modernes ne ressemblent aucunement aux sociétés du moyen-âge. Nous avons de vastes manufactures, nous n'avons plus de petits métiers ; la production s'accomplit en grand, dans des ateliers gigantesques, à l'aide de puissantes machines et par des procédés nouveaux ; les artisans d'autrefois ont à peu près disparu ; l'industrie enfin a subi une transformation radicale. — Comment donc songer sérieusement à réorganiser les maîtrises ?

Il serait superflu de signaler les vices, les lacunes, les inconvénients sans nombre des anciennes corporations ; tout cela a été surabondamment démontré. Mais ce système offrait aux travailleurs privilégiés des avantages et des garanties dont il faut tenir compte, des avantages et des garanties qui aujourd'hui n'existent plus, et qu'il serait facile d'obtenir encore par une organisation nouvelle appropriée aux idées et aux besoins de notre temps. Or, il importe de constater ces avantages.

Les maîtrises avaient réalisé, au profit des artisans, *l'équilibre constant de la production, de la consommation et de la population*, équilibre rompu depuis soixante années, et dont la rupture nous a valu le paupérisme endémique, les crises industrielles, d'abord périodiques, ensuite permanentes, enfin le désordre au milieu duquel nous nous débattons si misérablement aujourd'hui.

Dans chaque ville, les artisans étaient organisés en corps de métiers, et les attributions de chaque métier étaient rigoureusement déterminées. Les

travailleurs des diverses corporations étaient divisés en maîtres, compagnons, apprentis. Le nombre des maîtres de chaque profession, le nombre des compagnons et des apprentis de chaque atelier étaient également limités.

Des statuts minutieux réglaient les prérogatives, les droits et les devoirs de chaque corporation ; les droits et les devoirs de chaque maître vis-à-vis de ses confrères, vis-à-vis des compagnons et des apprentis, enfin, à certains égards, vis-à-vis des consommateurs.

Des syndics étaient chargés de veiller à l'exécution des règlements, de faire respecter les privilèges de la compagnie, de maintenir l'esprit, la dignité et l'honneur du corps, de prélever une cotisation destinée à former un fonds commun de réserve et de secours.

Il existe encore quelque chose d'analogue dans les corporations qui ont survécu ou qui ont été récemment constituées, dans les corporations libérales des notaires, avoués, huissiers, agréés, courtiers, agents de change et autres officiers ministériels.

De là il résultait :

1° Que les artisans n'avaient à redouter ni les accaparements, puisque le nombre des travailleurs de chaque atelier était rigoureusement limité ; ni la dépréciation des profits et la concurrence déloyale, puisqu'il était défendu de travailler au rabais, de sous-vendre ses confrères et de leur enlever leurs pratiques ;

2° Que les métiers et les boutiques ne pouvaient se multiplier au-delà des besoins ; que chaque maître avait une clientèle assurée. L'artisan ne travaillait que sur commandes et pour des consommateurs connus. La production ne pouvait dépasser la consommation comme de nos jours, où l'on produit aveuglément, à l'aventure ; aussi, l'on ne connaissait point ces encombrements des magasins et des entrepôts, ces engorgements de tous les marchés qui avilissent tous les produits, qui amènent les ventes au rabais, la dépréciation des profits et des salaires, les faillites et les banqueroutes ;

3° Que la population des campagnes ne pouvait, comme aujourd'hui, désertir les champs pour se porter par masses vers les professions industrielles ; que, dès-lors, il n'y avait jamais dans les ateliers surabondance de bras, disproportion entre l'offre et la demande ; que l'on ne connaissait point ces étranges alternatives de travail fiévreux et de chômage forcé dont nous sommes témoins, ces agglomérations d'ouvriers sur un point donné et ces déplacements subits, cette sous-enchère perpétuelle entre les affamés sans emploi, enfin ces vicissitudes qui réduisent les salariés de nos manufactures à toutes les horreurs de la détresse.

Si les corporations étaient organisées au grand avantage des maîtres, au préjudice de la majorité des ouvriers, du moins tout travailleur, dans ce système, avait la sécurité du présent et la sécurité de l'avenir. Si les maîtres pouvaient seuls arriver à l'indépendance complète et à la fortune, le compagnon pouvait espérer de devenir maître à son tour, et, dans tous les cas, il avait la certitude de trouver toujours à vivre de son travail ; l'apprenti, de son côté, était sûr de gagner sa vie, comme



maître ou comme compagnon. En ce temps-là, les crises industrielles et commerciales étaient des fléaux inconnus; il n'y avait ni suspension de travail, ni oscillation dans le prix des salaires.

D'ailleurs, le compagnon et l'apprenti faisaient en quelque sorte partie de la famille du maître; ils étaient ses enfants adoptifs, ils travaillaient avec lui et à côté de lui, ils vivaient avec lui et comme lui, ils s'asseyaient à la même table et au même foyer... Entre eux, enfin, il y avait un lien de solidarité et des rapports continuels d'estime, d'amitié, de sympathie, de bienveillance. Les ouvriers étaient nourris et logés par le maître toute l'année; ils n'avaient à redouter ni mort-saisons, ni chômages, etc...

Combien tout est changé maintenant! De nos jours, il n'y a plus de maîtres, de compagnons, d'apprentis: il y a des entrepreneurs d'industrie d'un côté, des salariés de l'autre, et, entre eux, la guerre des intérêts, les débats quotidiens du salaire!

Les entrepreneurs ne sont point unis entre eux, comme les anciens maîtres, par les liens de la confrérie; ils sont ennemis, au contraire, il se font une concurrence acharnée: — c'est la lutte du capital contre le capital. De plus, les entrepreneurs sont en lutte d'intérêt avec leurs ouvriers: — c'est la lutte du capital contre le travail. Enfin, les malheureux salariés se disputent entre eux l'ouvrage et le pain: — c'est la lutte fratricide du travail contre le travail. Partout des intérêts en présence, partout l'horreur de la mêlée, partout les conflits, la compétition, la discorde, la haine, la vengeance, les coalitions, les émeutes, la guerre civile dans les ateliers, la guerre sociale.

Le salarié vit au jour le jour, n'ayant que ses bras pour moyen d'existence, et toujours pressé par la misère. Il est à la merci des entrepreneurs, qui sont eux-mêmes à la merci du hasard, des événements imprévus, d'une concurrence impitoyable, des faillites et des catastrophes; il est incertain de son présent et de son avenir; il ignore même si demain il pourra trouver encore à vivre.

Le travail, le travail sans repos ni trêve est pour lui la condition *sine qua non* de l'existence; et le travail ne lui est même pas garanti! Que l'ouvrier tombe malade, l'entrepreneur ne le nourrit ni ne le soigne! Qu'importe même, à la rigueur, au manufacturier, qu'un ouvrier périsse de fatigue et d'épuisement? il en peut souffrir en tant qu'être sensible; mais ses intérêts n'en souffrent pas. N'y a-t-il pas toujours, à la porte de l'usine, mille autres ouvriers prêts à s'offrir au rabais pour remplacer celui qui vient de tomber, mille ouvriers qui sollicitent la faveur de succomber aussi à la peine! Quel rapport de solidarité peut-il y avoir entre le capitaliste spéculateur et l'ouvrier machine qu'il ne connaît même pas, auquel il ne parlera jamais, qu'il emploie un jour, qu'il renverra le lendemain?... — Il y a entre eux les débats irritants du salaire!

Le salarié n'est plus le compagnon, il est l'ennemi de son maître, l'ennemi de l'entrepreneur qui est lui-même, hélas! incessamment forcé par la concurrence d'augmenter la durée du travail et d'abaisser le prix de la main-d'œuvre, sous peine de ne pas vendre, de se ruiner et de ruiner ses créanciers. L'industrie moderne, c'est l'enfer... Partout je vois des maudits, des hommes voués au malheur et condamnés, chose affreuse, à faire le malheur de leurs semblables.

Faut-il donc s'étonner si la patience manque parfois à tous ces réprouvés, si leur résignation est à bout, s'ils sont toujours prêts à s'insurger contre une société dans laquelle ils ne trouvent pas même à vivre en travaillant, toujours prêts à pousser à une révolution quelconque, dans l'espoir d'améliorer leur sort, qui ne saurait empirer en aucun cas? Qu'ont-ils à perdre? La vie? Mais elle leur est un fardeau insupportable, et c'est

presque toujours de désespoir et pour en finir qu'ils se révoltent...

Voilà où nous a menés, en un demi siècle, la théorie anti-sociale de l'insolidarité et du laisser-faire!

Il faut absolument rétablir l'équilibre entre la production, la consommation et la population. C'est pour l'industrie moderne, pour la société elle-même, une question de vie ou de mort. Et l'on n'y parviendra que par une organisation quelconque du travail, par l'association ou la solidarité d'intérêts entre les travailleurs d'un même corps d'état, entre patrons et ouvriers, entre les industries diverses, entre les producteurs et les consommateurs.

C'est, quoi qu'on dise, un problème qu'il faut absolument résoudre à tout prix, dans l'intérêt des patrons tout aussi bien que dans l'intérêt des ouvriers, dans l'intérêt de toutes les classes de la société.

FRANÇOIS VIDAL.

#### M. DUCHATEL ET LE DROIT AU TRAVAIL.

Sous le point de vue de l'économie publique, la création du délit de mendicité conduit aux plus graves conséquences. Pour avoir droit de punir les mendiants, il faut que l'Etat garantisse la subsistance à quiconque manque de pain, et donne du travail à tous les ouvriers auxquels l'industrie n'en fournit pas. De là, par une relation nécessaire, un système complet de charité publique.

(De la Charité, page 275.)

#### LA MISÈRE EXISTE-T-ELLE?

M. THIERS ET M. BLANQUI.

Le jour de la vérité commence à luire dans les régions officielles; il n'est pas impossible même que la lumière finisse par se faire dans l'entendement de l'Académie des sciences morales et politiques, refuge naturel de l'obscurantisme et de la routine, comme tous les corps constitués.

Il n'y a pas beaucoup d'années que cette Académie des sciences morales et politiques, se trouvant en belle humeur, proposa, pour thème de concours aux badauds, cette question insolente: Si la misère existait et à quels signes on pouvait la reconnaître.

La proposition parut fort légitime dans le temps et fut même prise au sérieux par quelques esprits naïfs (1). L'Académie des sciences morales et politiques n'était pas bien sûre que la misère existât; elle cherchait à se faire une opinion sur la réalité du fait; elle demandait des éclaircissements à ceux qui en savaient plus long qu'elle à cet égard. On ne pouvait que la louer de sa modestie et de son désir de s'instruire.

Mais aujourd'hui l'Académie des sciences morales et politiques serait fort mal venue à remettre sa question au concours; car le monde est plein de gens, gens de bonne foi et n'appartenant à aucune école socialiste, qui affirment hardiment que la misère existe et qui sont tout prêts à indiquer les signes auxquels on la peut reconnaître: tels, par exemple, que l'étiollement, la pâleur, les haillons, le suicide, la mendicité et la prostitution.

Il paraît, en effet, prouvé, par des rapports qui nous arrivent de toutes parts, et notamment de tous les districts manufacturiers du globe, Silésie, Irlande, Angleterre, Flandre, France, que la plaie du paupérisme s'étend avec une rapidité telle, qu'elle menace d'arrêter la vie au

cœur de tous les états voués à l'industrialisme par la condamnation du sort.

L'Académie des sciences morales et politiques, qui était payée pour ne pas s'apercevoir des envahissements redoutables du fléau, a bien essayé de nier le mal, mais autant valait nier la lumière du jour à midi. Le badaud de Paris lui-même, le plus crédule des êtres, a été forcé de reconnaître l'existence du mal, et il se plaint aujourd'hui qu'on ait trop abusé de sa confiance naïve. Car on ne s'était pas borné à lui faire entendre, à cet homme simple, que la misère n'existait pas; on lui avait persuadé, de plus, que la misère des travailleurs était une pure invention des socialistes, ces ennemis-nés du bonheur des heureux, ces damnés trouble-fêtes dont l'imagination pervers ne se complait que dans les discordes civiles et le déchirement des Etats.

Or, ce n'est pas sans douleur que l'Académie des sciences morales et politiques s'est vue forcée de renoncer à son argument favori. Nier le mal, c'est se dispenser, en effet, de la peine de chercher un remède à ce mal; et de tous ses privilèges, celui auquel la noble corporation tient le plus, c'est celui de l'oisiveté. La famine rétribuée a tant de charmes; puis les mains blanches sont le passeport de la bonne société.

Aussi, l'Académie des sciences morales et politiques, avant de passer condamnation sur le fait de la misère, a-t-elle fait feu des quatre membres pour détourner de ses lèvres le calice d'amertume. A moi Troplong le jurisconsulte, Cousin le philosophe, Charles Dupin l'économiste, Adolphe Thiers l'historien, a-t-elle clamé dans sa détresse! à moi les plus valeureux champions de la sinécure et du cumul... ceignez vos reins du baudrier de guerre, armez vos droites du glaive de la pensée et pourfendez jusqu'au dernier ces mécréants du socialisme, défenseurs officieux du pauvre, dont les doctrines subversives et les plaintes troublent le sommeil des heureux. Combattez comme si vous aviez à défendre les intérêts de votre propre capital et vos émoluments!

Et les guerriers intimidés d'endosser aussitôt le harnais de guerre et d'aiguiser le tranchant de leurs glaives émoussés (lisez de tailler leurs plumes), de se ruer tous ensemble contre le monstre, l'hydre du socialisme.

Inutiles efforts, papier noirci pour rien; le public resta froid devant cette passe de logomachie, et ce vain étalage de fausse science. Le socialisme laissa passer sans broncher cette bordée d'innocents projectiles, et, le vent apaisé, releva la tête plus fièrement que jamais. Le jurisconsulte éminent y perdit son latin; le philosophe cumular d'un coup son talent. L'ex-président du comité de l'esclavage, qui avait profité de la circonstance pour faire réimprimer ses vieux discours en faveur du peuple français, n'y gagna que de voir s'amonceler chez l'éditeur le tas de ses bouquins invendus. L'auteur du *Consulat et de l'Empire*, un historien de la famille du tournesol, toujours prêt à s'incliner devant le soleil levant, ne prouva qu'une chose avec son livre sur la propriété: à savoir que le ton tranchant, la bouffissure et l'orgueil sont de tristes correctifs du péché d'ignorance, et qu'avant de se mêler de faire la leçon à autrui, ces hommes d'Etat manqués, dont la sottise et la présomption nous ont acculés dans l'impasse où nous sommes, auraient bien dû commencer par aller eux-mêmes à l'école pour apprendre la valeur des mots.

Croisade complètement échouée et qui noya dans le ridicule tous ceux qui y prirent part. M. Guizot, du fond de sa retraite dorée de Londres, sa patrie véritable, avait cru devoir répondre à l'appel de l'Académie; M. Guizot avait eu l'imprudence de lancer contre la République sociale une centième édition de son éternel discours contre les passions mauvaises. Ceux qui ont lu, sans parti pris, le livre de la *Démocratie en France*, de M. Guizot, et le livre sur la *Propriété*, de M. Thiers, considè-

(1) Cette question nous a même valu un beau livre d'Eugène Buret, *Sur la Misère*.



rent ces deux écrits comme le double testament ou plutôt la double démission politique des deux petits ministres, Alcides de tribune, Pygmalion de cabinet. A Paris, le vide se fait autour de M. Thiers. A Londres, l'aristocratie anglaise ne se pardonne pas d'avoir pris si longtemps M. Guizot au sérieux.

Et comme jamais un malheur n'arrive seul, il est advenu qu'au moment même où M. Thiers, représentant de la Seine-Inférieure et receveur-général du département du Nord par les femmes, vantait le sort de l'ouvrier des fabriques, outrant à la mode provinciale le chiffre de ses salaires, il est advenu, disons-nous, qu'en ce même moment, un autre membre de l'Académie des sciences morales et politiques, un fâcheux, visitait Rouen et Lille, les deux chefs-lieux des consulats de M. Thiers, et recueillait, sur la position sociale des ouvriers de ces deux villes, des documents tout autres que ceux présentés par l'honorable riverain de la Durance. M. Thiers avait peint de couleurs roses l'existence de l'ouvrier tisseur. M. Thiers, qui est myope et qui fait usage de verres grossissants, avait vu, depuis un demi-siècle, s'accroître tous les ans le salaire du travailleur, en même temps que luxe de ses vêtements et le confortable de son habitation...

Or, à ce tableau séduisant des délices de la condition du travailleur, M. Blanqui répondait par des phrases du genre de celle-ci :

« Oui, il existe à Rouen, et nous en verrons » bientôt de plus terribles à Lille, des repaires » mal à propos honorés du nom d'habitations, » où l'espèce humaine respire un air vicié qui » tué au lieu de faire vivre, qui attaque les en- » fants sur le sein de leur mère et les conduit » à une décrépitude précoce, à travers les scro- » fules, les rhumatismes, la phthisie, etc. Il faut » que tout le monde sache en France qu'il » existe des milliers d'hommes parmi nous dans » une situation pire que l'Etat sauvage. »

Puis l'académicien touriste passe de Rouen à Lille, de Lille à Lyon ; il décrit l'histoire des chômages périodiques, la décroissance successive du salaire, de la *taille* et de la moralité de l'infortuné travailleur ! Sa version diffère essentiellement de celle de M. Thiers et semble conclure à l'existence de la misère.

Oh ! oui, la misère existe bien réellement, et ce n'est pas une invention du socialisme imaginée dans le seul but de faire du chagrin aux heureux. Oui, la misère existe dans cette riche capitale de la Flandre, qui paie annuellement à M. Thiers ou aux siens un tribut de 50,000 écus. M. Blanqui l'y a surprise en déshabillé de paille et couchée dans la cendre au fond de ces repaires souterrains du quartier Saint-Sauveur, où dorment confondus les sexes et les âges... Et la plume de M. Blanqui, moins hardie que celle de MM. Villermé et Alban de Villeneuve, s'est arrêtée d'effroi devant le tableau des horreurs qu'elle avait à peindre.

Or, si M. Blanqui a dit vrai, M. Thiers, M. Cousin, M. Dupin et tous les autres ont ignoré ou menti, et il est faux que tout soit pour le mieux dans le meilleur des mondes possibles.

Alors, que les demi-savants, qui ignorent ou qui mentent, nous laissent dire, nous autres socialistes, quand nous proposons des réformes... et ne nous accusent pas de viser au bouleversement de la société quand nous demandons qu'on fasse descendre l'air et le jour dans la demeure de l'ouvrier tisseur, et qu'on rende à la civilisation des milliers de travailleurs qui vivent dans une situation pire que l'état sauvage.

Mais vous verrez que ce concert de malédictions dont la science officielle poursuit le socialisme, sera cause que M. Blanqui, le peintre éloquent de la misère des classes laborieuses, que M. Blanqui, l'observateur intelligent qui sait la raison des chômages périodiques et de la réduction illimitée des salaires, n'osera pas conclure

avec nous contre la concurrence et aimera mieux se contredire et se déjuger lui-même que de renier ses faux dieux.

A. T.

Après avoir lu le rapport de M. Blanqui, les lignes suivantes d'un de ses collègues nous semblent avoir tout le mérite de l'a-propos :

« Quelles que soient les questions soumises à l'examen, il importe qu'elles ne demeurent pas trop longtemps sans solution. Tant qu'elles ne sont pas résolues, les sciences auxquelles il appartient de les décider semblent frappées d'impuissance, et il est impossible que leur autorité n'en soit amoindrie et compromise. »

» H. PASSY.

» Membre de l'Institut et ministre des finances. »

#### LE SOCIALISME PRATIQUE, A LILLE.

Lille, ce grand centre de misère, où, suivant l'observation de M. Blanqui, le paupérisme croît parallèlement au développement de l'industrie, Lille fait en ce moment quelques efforts généreux pour améliorer la position lamentable de sa population ouvrière.

La chambre de commerce vient d'adopter le plan proposé par un jeune architecte, M. Ch. Fouchier, pour la construction d'un grand établissement destiné à loger les ouvriers et leurs familles. Il paraît que ce vaste bâtiment est conçu dans des conditions telles, qu'indépendamment de logements sains, commodes et peu coûteux, les travailleurs y trouveraient une cuisine commune, une buanderie, une crèche, une salle d'asile, des bains gratuits et d'autres fondations d'utilité générale.

Maintenant il ne reste plus qu'à mettre la main à l'œuvre pour l'exécution. Dieu fasse que les capitalistes de la localité comprennent que c'est là pour eux une œuvre de salut.

Il vient aussi de se fonder dans la même ville, sous le titre de l'*Humanité*, une association d'ouvriers qui a pour but de diminuer pour chacun d'eux les frais de leur existence, en leur permettant d'acheter en commun les objets les plus indispensables à leur entretien.

Cette association a déjà commencé ses opérations par des achats de charbon, de pommes de terre, de vêtements, etc. La société a, en outre, traité avec un boulanger pour la fourniture générale du pain, et elle a obtenu une réduction notable sur le prix de la taxe.

On nous cite encore une découverte faite par un professeur de chimie de l'hôpital militaire de Lille, d'après laquelle il paraîtrait que le son qu'on écarte de la manutention du pain, contient une très grande quantité de substance nutritive même.

Des expériences ont été faites ; une modification apportée dans la mouture a permis de réduire le son en farine, et le pain obtenu sans défalcation de son a présenté des résultats parfaits. Il paraît que le ministre de la guerre est saisi d'un rapport sur la matière. Lorsqu'on songe que le son mêlé au reste de la farine équivaldrait à une restitution de 18 à 20 pour cent faite à la masse nutritive du pain, on comprend que le procédé pourrait servir à soulager la misère du peuple.

La ville de Lille, par toutes les tentatives que nous venons de signaler, est entrée dans une voie excellente. Puisse l'égoïsme des uns et les sottises préventions des autres ne pas l'arrêter sur le seuil des réformes sociales. Nous lui permettons d'avoir peur du nom, pourvu qu'elle ne s'effraie pas de la chose.

C'est la faute des institutions si la marche de la civilisation n'est pas partout accompagnée du bien-être des classes inférieures.

(DE MOROGUES. — *De Paupérisme*, p. 62.)

#### RÉFORMES ÉCONOMIQUES.

##### AFFRANCHISSEMENT DU TRAVAIL AGRICOLE.

(Suite. — Voir le numéro du 11 février.)

Il y a vingt ans au moins qu'on parle de fonder en France des établissements de crédit en faveur de l'agriculture. On a écrit des livres fort remarquables, proposé des systèmes excellents de tous points, d'une exécution simple et facile ; mais quand il s'est agi de passer à l'application, tous les efforts sont venus se briser contre l'inertie incurable des uns, contre le mauvais vouloir intéressé des autres.

En fait de théories, la France est certainement la nation la plus avancée ; mais, en fait de pratique, c'est le pays le plus routinier du globe. Nous n'osons pas même appliquer chez nous ce que les étrangers ont eu le bon esprit d'emprunter à nos théoriciens, ce qui a obtenu la sanction de l'expérience et du succès.

Je me garderai bien de proposer un système nouveau de crédit, un système parfaitement rationnel ; car alors même que je serais compris, je sais que je ne parviendrais jamais à faire accepter par nos praticiens une théorie nouvelle. C'est tout au plus si je puis espérer de faire admettre chez nous ce qui se pratique en Allemagne et en Angleterre depuis un siècle.

Le projet qui va suivre est des plus modestes, il ne fait qu'importer en France le mécanisme et les avantages des banques de Prusse et des banques d'Ecosse ; mais il rencontrera des adversaires nombreux et puissants dans les hommes qui vivent d'abus, dans les prêteurs d'argent, qui ne veulent point qu'on fasse baisser le taux de l'intérêt, qu'on rende l'industrie des usuriers inutile ; et dans les hommes de bazoche et de chicane, qui ne veulent point qu'on simplifie les frais et les formalités de la procédure, qu'on tarisse les sources fécondes de leurs profits.

Il s'agit de constituer dans chaque département une banque qui aurait pour fonction principale de distribuer le crédit agricole, de fournir aux cultivateurs, possesseurs ou non possesseurs du sol, des capitaux à bon marché, de prêter même aux propriétaires non cultivateurs pour leur permettre de convertir leur dette actuelle en dette moins onéreuse ; qui se chargerait, en outre, de distribuer le crédit industriel et commercial dans tous les départements où il n'existe ni banque locale, ni comptoir d'escompte, etc.

Mais commençons par dire comment ces banques devraient être organisées ; nous dirons ensuite comment et à l'aide de quelles ressources elles pourraient fonctionner, quelles opérations elles pourraient entreprendre. Et pour ne pas sortir de la routine actuelle, pour respecter les préjugés de nos contemporains, déclarons d'avance que nous ne voulons point recourir à la monnaie de papier. Plus tard, nous pourrions faire comprendre peut-être que la monnaie de papier, émise dans de certaines conditions, peut réunir tous les avantages de la monnaie métallique sans en avoir les inconvénients, et, en outre, présenter des avantages qui lui sont particuliers.

*Organisation du crédit. — Banques départementales.*

Il s'agit d'établir, sous le patronage et sous la surveillance de l'Etat, mais non sous sa dépendance exclusive : 1° une banque dans chaque département ; 2° une succursale dans chaque arrondissement ; 3° un comptoir ou correspondant dans chaque chef-lieu de canton.



Ces banques seraient placées dans les attributions du ministre de l'agriculture et du commerce; elles ne dépendraient point de la trésorerie nationale; elles ne verseraient jamais au trésor que les bénéfices nets de chaque année; elles ne feraient jamais aucune avance de fonds pour le besoin des services publics, pour les dépenses de l'Etat.

Toutes les banques des départements relèveraient d'une banque centrale dont le siège serait à Paris et dont les directeurs et administrateurs seraient choisis par l'Assemblée nationale. L'Assemblée nationale nommerait également les membres du conseil de surveillance, les censeurs; elle choisirait dans son sein une commission spéciale chargée de contrôler rigoureusement toutes les opérations des banques et de veiller à la stricte exécution des lois, statuts et règlements.

Chaque banque départementale serait gouvernée par un directeur. Ce directeur serait nommé par le ministre et choisi parmi les candidats présentés par l'administration de la banque centrale de Paris. Aucune opération ne pourrait être faite sans l'approbation tacite ou formelle de ce directeur, qui ne pourrait lui-même agir contrairement aux avis du conseil d'administration dont il va être parlé.

Le directeur serait assisté d'un conseil d'administration composé de douze membres, lesquels seraient désignés chaque année par le conseil général du département. Les membres du conseil ne toucheraient ni appointements, ni indemnités d'aucune espèce; leurs fonctions seraient essentiellement gratuites. Le directeur recevrait un traitement fixe.

Le préfet, le procureur-général, le receveur-général, le directeur de domaines et le directeur des contributions directes feraient, de droit, partie du conseil et auraient voix délibérative, de sorte que le nombre total des membres serait porté à dix-sept. On verra plus tard pourquoi nous admettons ces fonctionnaires dans le conseil de la banque.

Le conseil serait présidé par le directeur, qui n'aurait point droit de vote. Toute délibération serait prise à la majorité des voix, mais la présence de sept des membres élus sur douze serait nécessaire pour valider une décision.

Quand il y aurait désaccord entre la majorité du conseil et le directeur sur une mesure quelconque, il en serait référé au ministre, qui trancherait la difficulté, après avoir pris l'avis du conseil supérieur de la banque centrale de Paris.

Les douze membres élus désigneraient parmi eux trois censeurs chargés d'exercer une surveillance de tous les jours sur les opérations de la banque. L'un des censeurs devrait contre-signer tous les actes du directeur, à peine de nullité. La durée des fonctions des censeurs serait déterminée par le conseil même.

En dehors du conseil de direction, il y aurait un comité consultatif de quinze membres, lesquels seraient nommés, savoir: un tiers par la chambre du commerce, un tiers par la chambre d'industrie ou par les conseils de prud'hommes, un autre tiers par la chambre d'agriculture ou par le comité agricole central du département.

Ce comité, purement consultatif, se bornerait à fournir les renseignements qui pourraient lui être demandés sur la solvabilité et sur la moralité des emprunteurs, à émettre des avis et des vœux. Il ne se réunirait que sur convocation du directeur.

Le directeur ne pourrait faire aucune opération contrairement à l'avis du conseil d'administration ou du comité consultatif; mais il pourrait toujours refuser de se conformer aux décisions prises soit par le conseil, soit par le comité, et opposer son veto.

Le ministre nommerait, par chaque département, un inspecteur, qui aurait pour mission de contrôler les opérations de la banque, des succursales et des comptoirs, d'inspecter les livres, le portefeuille et la caisse.

Cet inspecteur aurait droit d'assister à toutes les délibérations du conseil et du comité, de prendre la parole toutes les fois qu'il le jugerait convenable; mais il n'aurait point droit de vote.

Tous les quinze jours, il serait publié dans le journal officiel du département un compte-rendu des opérations de la banque, signé et certifié par le directeur, par l'un des censeurs et par l'inspecteur, sous leur responsabilité.

Chaque mois, le directeur et l'inspecteur, chacun de son côté, adresseraient un rapport officiel au ministre.

Toutes les opérations des banques seraient soumises, en outre, au contrôle des inspecteurs des finances.

#### *Succursales, Comptoirs et Correspondants.*

Les succursales seraient régies par un directeur nommé par le ministre, sur la présentation du directeur et du conseil d'administration de la banque départementale et de la banque-mère de Paris.

Ce directeur serait assisté d'un conseil de sept membres nommés par le conseil d'arrondissement et dont feraient, en outre, partie le sous-préfet et le procureur de la République. Parmi les membres élus de ce conseil, des censeurs seraient choisis pour contrôler les opérations de la banque.

Chaque succursale aurait un comité consultatif, dont les membres seraient désignés par le conseil d'arrondissement et pris, autant que possible, dans toutes les professions, parmi les agriculteurs, les industriels et les commerçants.

Les comptoirs seraient régis par un directeur nommé par l'administration de la banque départementale.

Le directeur serait assisté d'un comité purement consultatif, composé du maire du chef-lieu et de ses adjoints, du juge-de-peace et de six membres nommés, partie par le comice agricole du canton, partie par le conseil municipal du chef-lieu. Parmi les membres élus, des censeurs seraient choisis pour surveiller et contrôler les opérations, les livres et la caisse.

Dans les cantons où il n'existerait pas de comptoirs, et dans toutes les communes importantes, chaque banque aurait des correspondants.

Toutes les succursales et tous les comptoirs seraient soumis à l'action du directeur de la banque départementale, au contrôle de l'inspecteur central et des agents du ministre des finances.

Toutes les banques départementales relèveraient directement, comme satellites, de la banque-mère de Paris et recevraient d'un même foyer le mouvement et la vie.

Par le fait même de cette organisation, il y aurait à la fois unité dans la direction générale et néanmoins liberté d'action pour chaque établissement dans sa sphère propre. Toutes les banques étant placées sous le patronage de l'Etat, et, au besoin, sous sa garantie, il y aurait des rapports naturels de solidarité entre les banques de tous les départements; mais cette solidarité ne serait que partielle et limitée, en ce sens que les bénéfices seuls d'une banque quelconque pourraient être consacrés à couvrir les pertes d'un autre établissement.

Toutes les banques de la République correspondraient entre elles, tout en restant indépendantes les unes des autres, quant à la responsabilité, tout en n'étant jamais tenues que de remplir leurs propres engagements. Les envois de fonds et les recouvrements pourraient ainsi être opérés sans frais dans toute l'étendue de la République.

Un autre jour, nous décrirons les opérations des banques, et nous commencerons par les opérations de crédit en faveur de l'agriculture et de la propriété, surtout en faveur du travail agricole.

F. V.

#### **DÉFINITION DE LA RICHESSE.**

La richesse est le produit du travail humain, qui procure à l'homme tous les biens matériels dont il désire jouir; c'est la représentation de toutes les jouissances physiques, et encore de toutes les jouissances morales qui procèdent de celles-là. Fort bien; mais pour qui? Cette question ne devrait jamais être perdue de vue, tandis qu'au contraire elle ne se présente jamais aux théoriciens. Pour qui? Selon la réponse que l'on fera à cette question, l'homme lui-même appartient à la richesse, ou bien la richesse appartient à l'homme.

Le chah de Perse s'estime riche, parce qu'il compte parmi ses richesses tous les habitants de son vaste empire, qui sont ses esclaves, et tous leurs biens qu'il peut leur prendre quand il veut. Saint-Domingue était appelé autrefois une riche colonie, parce qu'on ne voulait regarder que les quarante mille blancs qui l'habitaient, et que l'on comptait les quatre cent mille esclaves qui travaillaient pour eux parmi leurs propriétés....

À nos yeux, nous n'hésitons point à le dire, la richesse nationale, c'est la participation pour tous aux avantages de la vie.

SISMONDI.

#### **TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE.**

L'Assemblée nationale essaie de faire croire qu'elle existe et cherche vainement à se relever du coup qu'elle s'est portée elle-même. Elle a discuté cette semaine, au milieu de l'indifférence générale, l'importante loi de l'organisation judiciaire. La séance de lundi a été accidentée par une interpellation adressée au ministre, à propos de l'incontinence de langage du maréchal Bugeaud. M. Bugeaud est un vieillard dont l'âge a blanchi les cheveux rouges et dont le soleil d'Afrique a fondu la cervelle, ce qui l'expose à de fréquents dérangements d'esprit. Tantôt le vieux guerrier, que les pâturages de la Dordogne réclament, s'imagine qu'il est Monck et qu'il ramène par la main au château des Tuileries sa chère dynastie exilée, et il parle dans ce sens aux curieux qui l'entourent. Une autre fois, c'est lui qui gagne contre lord Wellington la bataille des Aropyles, et il raconte les détails de cette victoire fantastique avec un sérieux qui impose. Aujourd'hui, à ce qu'il paraît, son idée fixe est d'être le vaillant Rodomont, *roi d'Alger*, qui voulait à toute force prendre Paris à lui seul, du temps de Charlemagne. C'est l'archevêque Turpin qui mentionne le fait; seulement, comme depuis lors, les fortifications de Paris ont été considérablement améliorées, le Rodomont de 1848 désirerait être aidé dans sa tâche par quatre hommes et un caporal, et il va réclamant cet *adjutorium* par les villes de province, à grand accompagnement de défis et de menaces et au grand réjouissement d'un chacun.

Or, un député de la Haute-Vienne avait pris ces rodumontades au sérieux et en avait voulu faire retomber méchamment la responsabilité sur ce pauvre ministre. M. Odilon Barrot a répliqué que sa charge de ministre serait aujourd'hui trop lourde s'il lui fallait endosser la solidarité de toutes les folies de ses agents. Arrivant à l'espèce, à son illustre ami de dix-huit ans, le maréchal duc d'Isly, il a fait observer que l'âge et les services du maréchal, ainsi que les tristes habitudes du commandement militaire constituaient en sa faveur des circonstances atténuantes. L'Assemblée s'est rangée à cet avis judicieux.

Mercredi, a été adoptée, pour la troisième et dernière fois, la proposition Râteau, devenue l'amendement Lanjuinais. M. Armand Marrast a été continué dans ses fonctions de président à 4,000 francs par mois, avec le logement et le chauffage. L'Assemblée a livré, en outre, à M. le procureur-général, qui le lui avait demandé,



le citoyen Proudhon, prévenu d'irrévérence envers le président de la République. Le *Constitutionnel* et les *Débats*, qui sont, comme M. Barrot et M. Bugeaud, de vieux amis de la veille, disaient, en sortant de l'enceinte législative, que la séance avait été bonne pour eux.

Dans la séance du lendemain, M. Léon Faucher, ministre de l'intérieur par la grâce de la révolution, a proposé à l'Assemblée de prendre le deuil le 24 février, pour célébrer dignement ce glorieux anniversaire. C'était pour faire pièce à la gauche, qui, par l'organe de M. Portalis, avait proposé, pour la consécration de ce jour, une fête nationale. M. le ministre voulait encore que la fête, si fête il y avait, fût reportée au 4 mai, anniversaire de la réunion de l'Assemblée nationale, date qui n'a rien de révolutionnaire, comme l'autre. L'Assemblée nationale, pour rester bien avec tout le monde à la veille des nouvelles élections, a donné gain de cause aux deux partis, et nous aurons deux fêtes, une le 24 courant et l'autre le 4 mai.

Vendredi, deuxième délibération de la loi électorale. Une question soulevée par MM. Gent et Lagrange offrait de l'intérêt. Il s'agissait de conserver les droits électoraux aux citoyens qui avaient été condamnés antérieurement à la révolution pour crimes ou délits politiques.

L'amendement a été renvoyé à la commission.

#### REVUE DE L'EXTÉRIEUR.

La question extérieure se complique de jour en jour et prend un caractère de plus en plus menaçant pour la paix universelle. A l'heure qu'il est, la conflagration est sur le point d'éclater en dix contrées du centre et du midi de l'Europe. La question d'Orient ressuscite avec ses éventualités de rupture entre les grands Etats, l'Angleterre et la France d'une part, l'Autriche, la Prusse et la Russie de l'autre. L'Allemagne est tiraillée en tous sens par les efforts de la démocratie et les résistances de l'absolutisme. La Prusse, où l'esprit de la population est plus avancé que ne l'était celui de la population française en 89, en est, pour conserver la comparaison du développement historique, à la convocation des Etats généraux. La royauté absolue des successeurs du grand Frédéric est amenée, par la force des choses, à transiger avec les exigences de l'esprit du siècle et à adopter la forme constitutionnelle, transition naturelle de la monarchie à la république. L'empire autrichien, frappé de mort par les insurrections simultanées de Vienne, de Lombardie, de Hongrie et de Bohême, disloqué et démantelé par la désagrégation successive des éléments hétérogènes dont se composait son unité factice, l'empire autrichien se débat dans les convulsions de son agonie suprême et essaie vainement de se rajeunir en se baignant dans le sang des Hongrois et des Italiens révoltés. Pour dompter la rébellion de ses esclaves, qui ont brisé leurs fers, il faut faire appel à la fidélité et à la férocité d'autres esclaves. Ceux-ci vainqueurs, il faudra les récompenser par l'octroi d'institutions libérales. De quelque façon que tournent les chances de la guerre, la liberté seule est appelée à recueillir les fruits de la victoire.

Après l'insurrection de la Lombardie comprimée, étouffée dans le sang, les confiscations et l'exil, est venue celle de la Hongrie, dont les soldats avaient aidé l'Autriche à reprendre Milan. La fortune des armes, jusqu'ici défavorable aux Madgyares, semble revenir à eux. La face des choses peut changer d'un jour à l'autre sur les rives du Danube, pour peu que l'incendie révolutionnaire s'étende de la Hongrie à la Serbie et aux provinces polonaises. Une armée russe est entrée dans les principautés danubiennes pour prêter son appui moral, et au besoin son appui matériel, au cabinet de Vienne; mais l'Angleterre jalouse, et qui voit avec terreur tout

mouvement de la Russie vers l'Orient, s'agite et murmure tout haut dans le divan contre cette infraction aux traités. De ce côté de l'horizon politique, tout est obscur et sombre.

En Italie, le parti républicain ou des unitaires a fait de grands progrès depuis peu. La République vient d'être proclamée à Rome; cette proclamation a été suivie de celle de la déchéance du pape. Le grand-duc de Toscane a quitté ses états où sa position n'était plus tenable; l'archiduc autrichien de Modène a suivi son exemple; les troupes piémontaises ont envahi les duchés de Parme et de Plaisance. Dans le royaume de Piémont, l'opinion publique est à la guerre. Le Bourbon de Naples, réduit à ne plus compter que sur la fidélité de ses soldats mercenaires, attend pour se prononcer entre la constitution et la contre-révolution que les puissances absolutistes du Nord aient reconstitué l'Europe sur les bases des traités de 1815.

La France se croise les bras et attend les événements avec une impassibilité stoïque, comme si cette conflagration universelle des états, suscitée par l'explosion révolutionnaire de février, ne la concernait pas.

#### SUPPRESSION DE L'INTÉRÊT DU CAPITAL,

*par l'Evangile, la loi ancienne et l'Eglise catholique.*

(Suite et fin.—Voir les numéros des 4 et 11 février.)

Quelles que soient les restrictions que semble contenir cette encyclique, il est facile de voir qu'elle pose en réalité les principes de la suppression totale et complète de l'intérêt de tout capital, quel qu'il puisse être. En effet, qu'est-ce qui constitue la nature, l'essence même du prêt? Est-ce la volonté du prêteur, qui en ne stipulant aucun intérêt, donne à la transaction le caractère d'un prêt? Non, certes, puisqu'au contraire la stipulation de tout intérêt lui est interdite en vertu même de ce qui constitue l'essence, la nature du prêt. Or, il n'existe que trois modes de transactions possibles entre les hommes : vendre, donner gratuitement, ou concéder l'usage, la jouissance temporaire d'une chose, en gardant la propriété. Le prêt n'étant ni une vente ni un don gratuit, est évidemment le troisième mode de transaction, c'est-à-dire la concession de l'usage, de la jouissance temporaire d'une chose dont on garde la propriété. C'est donc à cette sorte de contrat, quels qu'en soient la forme et l'objet, que doivent s'appliquer les décisions solennelles de l'Eglise, des papes et des conciles qui supprimèrent l'intérêt du capital : c'est à elle seule qu'elles peuvent s'appliquer, car il n'est pas d'autre cas où l'on prétende exiger un profit, ou un intérêt quelconque au-delà du remboursement ou de la restitution du capital. Le mot seul d'usure l'indique d'ailleurs suffisamment, car *usura* veut dire usage ou jouissance.

Toute objection, comme le reconnaît l'encyclique elle-même, se borne à savoir si celui qui concède l'usage temporaire d'un bien a, suivant le langage de l'école, « le titre légitime d'un lucre cessant ou dommage naissant » ou un autre titre qui par lui-même justifie l'intérêt. Or, nous montrerons dans la suite de ce travail que ces titres divers se réduisent tous à un simple droit d'usage contre l'usage qui, loin de légitimer l'intérêt du capital, implique et suppose au contraire sa suppression totale et définitive. Autrement, l'égalité est audacieusement violée, et comme le dit expressément Benoît XIV, quelle que soit la nature du contrat, « si l'égalité n'y est pas observée, tout ce que l'un des contractants reçoit de trop, produit, non l'usure (lorsqu'il n'y a pas de prêt ni exprès ni pallié), mais une autre espèce d'injustice qui n'est pas moins réelle, et qui emporte également l'obligation de restituer. »

Comme les conciles, les docteurs et toute l'Eglise, le pape ne fait aucune distinction entre l'argent et les meubles ou immeubles; comme eux, il proscribit tout intérêt d'un capital dont on a concédé l'usage, la jouissance temporaire, quelle que soit d'ailleurs la nature de ce capital, terre, maison, argent ou billet. Ses propres principes veulent que, pour toutes ces choses, on ne rende exactement « qu'autant qu'on a reçu », qu'on ne puisse rien exiger de plus que « la restitution du capital ou le remboursement d'une somme équivalente », et oblige celui

qui aurait prélevé un intérêt quelconque de son capital, à le restituer aussitôt, comme un profit inique et illégitime. Enfin, appliquant ce principe non-seulement au prêt, mais à toutes les transactions possibles, il ordonne que cette rigoureuse « égalité y soit observée », sous peine de restitution.

Chose remarquable surtout ! Benoît XIV énumère une à une toutes les raisons les plus spécieuses qu'on ait alléguées dans tous les lieux et dans tous les temps pour justifier l'intérêt du capital, et il n'en admet aucune, même comme excuse. « On alléguerait en vain, dit-il, que ce profit n'est pas excessif, mais modéré; qu'il n'est pas grand, mais petit; que celui de qui on l'exige, à raison du prêt, n'est pas pauvre, mais riche; qu'il ne laissera pas la somme oisive, mais qu'il l'emploiera très-utilement, soit à améliorer sa fortune, soit à l'acquisition de nouveaux domaines, soit à un commerce lucratif. » Que sera-ce donc, si la position respective des parties est précisément l'inverse de celle-là !

Au reste, les conciles, les pères et les docteurs de l'Eglise s'expriment d'une manière tellement catégorique, qu'il ne peut rester l'ombre d'un doute sur l'évidence des principes que nous avons posés. En effet, qu'il s'agisse de louage, fermage, loyer, transaction d'argent, de billet ou d'actions financières, le revenu ou l'intérêt du capital est toujours le prix exigé pour l'usage de l'objet, ce qu'on reçoit en plus qu'on n'a donné, en un mot ce qui s'ajoute au capital. Or, après avoir formellement proscriit l'usure, voici comment s'expliquent les saints Pères, les docteurs et les conciles : — Saint Ambroise : « Tout ce qui s'ajoute au capital est usure. Donnez-lui le nom que vous voudrez, ce sera toujours une usure (St Ambroise. Lib. de Tobie, C. 4). » Saint Jérôme : « Il y a usure, toutes les fois qu'on retire plus qu'on n'a donné (St Jérôme. In Ezech. Ch. 18). » Saint-Thomas : « L'usure est le prix exigé pour l'usage du capital prêté. » — Concile de Reims : « Celui-là est usurier qui, outre le principal, exige ou accepte quelque chose d'appréciable en argent. » — Concile d'Agde : « Il y a usure, dès qu'on répète plus qu'on n'a donné. » St Bernard (Serm. IV) : « L'intérêt du capital est un vol. »

Qu'on dise maintenant s'il est une seule des formes du revenu, de l'intérêt du capital, louage, fermage, loyer, négociation ou prêt, qui puisse échapper à cette condamnation qui les atteint toutes dans leur principe et les excommunique au nom de l'Evangile, de la loi ancienne et de l'Eglise comme la plus détestable des hérésies.

(Le Dernier Mot du Socialisme, par un catholique.)

Le sel est une manne dont Dieu a gratifié le genre humain, sur lequel, par conséquent, il semblerait qu'on n'aurait pas dû mettre d'impôt.

(Maréchal DE VAUBAN. — *Dime royale.*)

#### ÉCONOMIE SOCIALE.

##### ÉQUILIBRE DE POPULATION.

###### I

MALTHUS.

(Suite.—Voir le numéro du 11 février.)

La théorie de Malthus peut être exposée en peu de lignes; elle est contenue dans les deux premiers chapitres de son ouvrage. Le système repose sur deux affirmations que Malthus ne s'est même pas donné la peine de démontrer et qui sont acceptées par ses disciples comme des axiomes incontestables (1). Les voici :

(1) A ceux qui doutent que Malthus n'ait pas donné de preuves, nous opposerons ce texte formel :

« On a dit que j'ai écrit un volume in-4° pour prouver que la population croît en raison géométrique et la nourriture en raison arithmétique. Cette assertion n'est pas exacte. De ces deux assertions, la première m'a paru prouvée, dès que l'accroissement de la population américaine a bien été constaté; et la seconde, aussitôt qu'elle a été énoncée. (Note de la dernière édition.) »

On a vu des femmes mettre au monde jusqu'à



« 1<sup>o</sup> Nous pouvons tenir pour certain que, lorsque la population n'est arrêtée par aucun obstacle, elle va doublant tous les vingt-cinq ans et croît de période en période, selon une *progression géométrique*.

« 2<sup>o</sup> Nous sommes en état de prononcer, en parlant de l'état actuel de la terre habitée, que les moyens de subsistance, dans les circonstances les plus favorables à l'industrie, ne peuvent jamais augmenter plus rapidement que selon une *progression arithmétique*.

« La conséquence inévitable de ces deux lois

« d'accroissement comparées est assez frappante.

« Portons à onze millions la population de la Grande-Bretagne, et accordons que le produit actuel de son sol suffit pour maintenir une telle population. Au bout de vingt-cinq ans, la population serait de 22 millions; et la nourriture étant aussi doublée suffirait à son entretien.

« Après une seconde période de vingt-cinq ans, la population serait portée à 44 millions, et les

« moyens de subsistance n'en pourraient plus soutenir que 33. Dans la période suivante, la population, arrivée à 88 millions, ne trouverait de

« moyens de subsistance que pour la moitié de ce nombre. A la fin du premier siècle, la population

« serait de 176 millions, et les moyens de subsistance ne pourraient suffire à plus de 55 millions;

« en sorte qu'une population de 120 millions

« d'hommes serait réduite à mourir de faim.

« Substituons à cette île, qui nous a servi

« d'exemple, la surface entière de la terre, et d'a-

« bord on remarquera qu'il ne serait plus possible,

« pour éviter la famine, d'avoir recours à l'émigra-

« tion. Portons à mille millions le nombre des

« habitants de la terre.

« La race humaine croîtrait comme les nombres

« 1, 2, 4, 8, 16, 32, 64, 128, 256.

« Tandis que les subsistances croîtraient comme

« 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9.

« Au bout de deux siècles, la population serait

« aux moyens de subsistances comme 256 est à 9;

« au bout de trois siècles, comme 4,096 est à 13;

« et après deux mille ans, la différence serait im-

« mense, et, pour ainsi dire, incalculable.

« On voit que, dans nos suppositions, nous n'a-

« vons assigné aucune limite aux produits de la

« terre. Nous les avons conçus comme susceptibles

« d'une augmentation indéfinie, comme pou-

« vant surpasser toute grandeur qu'on voudrait

« assigner. Dans cette supposition même, le prin-

« cipe de la population, de période en période,

« l'emporte tellement sur le principe productif des

« subsistances, que, pour maintenir le niveau, pour

« que la population existante trouve des aliments

« qui lui soient proportionnés, il faut qu'à chaque

« instant une loi supérieure fasse obstacle à ses

« progrès; que la dure nécessité la soumette à son

« empire, que celui, en un mot, des deux prin-

« cipes dont l'action est si prépondérante soit con-

« tenu dans certaines limites.

« Voilà toute la théorie.

« Si ces deux lois de progression géométrique,

« d'une part, de progression arithmétique, de l'autre,

« sont vraies, Malthus doit être déchargé de

« toutes les accusations qui ont été portées contre

« lui; il faut même reconnaître qu'il s'est montré

« beaucoup trop timide, beaucoup trop humain dans

« ses conclusions, et que les moyens répressifs qu'il

« propose sont complètement insuffisants.

« Mais, heureusement, ces deux prétendues lois de

« la nature ne sont que deux hypothèses gratuites,

« impossibles, contradictoires, comme l'ont démon-

« tré Godwin et Sismondi. Cependant Malthus y

« croyait en toute sincérité, et c'est là ce qui doit

« l'absoudre à nos yeux, du moins quant aux inten-

« tions.

« quinze enfants. Malthus pouvait tout aussi bien

« partir de ce fait pour affirmer, d'une manière gé-

« nérale, que chaque mariage (à moins d'obstacles

« volontaires ou involontaires), donne naissance à

« quinze enfants, et il aurait établi alors que la po-

« pulation faisait plus que doubler en vingt-cinq an-

« C'est mettre nos présomptions à bien haut

« prix, dit Montaigne, que d'en faire cuire un hom-

« me tout vif. » C'est par trop abuser des hypothèses,

« que de bâtir là-dessus un système impitoyable,

« pour vouer à la mort des millions de malheureux;

« et alors même qu'on s'est trompé en toute conscience,

« la bonne foi ne doit point être admise pour excuse

« suffisante. Parce que la population des Etats-Unis,

« comme celle de de l'Algérie, a doublé en vingt-

« cinq ans, sous l'empire de circonstances tout à fait

« exceptionnelles, on se croira autorisé, sans autres

« preuves, à proclamer la loi de la progression géo-

« métrique, à justifier toutes les iniquités, à trans-

« former le vice et la misère en fléaux providentiels,

« à faire l'apologie de la prodigalité, de l'égoïsme, à

« condamner sans appel toutes les institutions char-

« ritables, à calomnier Dieu, à révolter tous les sen-

« timents, à froisser tous les instincts généreux, à

« comprimer tout ce qu'il y a en nous de nobles

« élans, à dessécher les cœurs et à pervertir toutes

« les intelligences! Et l'on viendra dire d'un ton so-

« lennel, inexorable comme la voix du bourreau ou

« l'arrêt du destin :

« Un homme qui naît dans un monde déjà oc-

« cupé, si sa famille n'a pas les moyens de le

« nourrir, ou si la société n'a pas besoin de son

« travail, cet homme, dis-je, n'a pas le moindre

« droit de réclamer une portion quelconque de

« nourriture, et il est réellement de trop sur la

« terre. Au grand banquet de la nature, il n'y a

« point de couvert mis pour lui. La nature lui

« commande de s'en aller, et elle ne tardera pas

« à mettre elle-même cet ordre à exécution... »

« — Que chacun, en ce monde, réponde de soi

« et pour soi. Tant pis pour ceux qui sont de trop

« ici bas! On aurait trop à faire, si l'on voulait

« donner du pain à tous ceux qui crient la faim;

« qui sait même s'il en resterait assez pour les ri-

« ches? Comme la population tend sans cesse à

« dépasser les subsistances, la charité est une fo-

« lie, un encouragement à la misère! »

« Qu'importe qu'on efface ensuite, dans une édi-

« tion postérieure, pour ménager la sensibilité du

« vulgaire, ces phrases abominables, si les mêmes

« principes persistent toujours, si les expressions

« sont seulement adoucies, si les conclusions ne sont

« en rien modifiées!

« D'après la double loi de progression, les hom-

« mes seraient bientôt réduits à se dévorer les uns

« les autres, comme des mulots, si des obstacles éner-

« giques ne venaient s'opposer à la multiplication de

« l'espèce humaine. Ces obstacles salutaires, bien-

« faisants, ce sont les fléaux de toutes sortes, la fa-

« mine, la guerre, les épidémies; en deux mots,

« les vices et la misère, ou, si l'on aime mieux, le

« mal et le crime. Dans la dernière édition de son

« livre, toujours pour ménager la susceptibilité des

« lecteurs, Malthus a signalé un troisième obstacle,

« c'est le *moral restraint*, la retenue ou contrainte

« morale. Voici comment il les classe :

« Le grand obstacle à la population est le man-

« que de nourriture, provenant de la différence

« des rapports que suivent ces deux quantités dans

« leurs accroissements respectifs. Mais ce grand

« et dernier obstacle, auquel tous les autres vien-

« nent aboutir, n'agit d'une manière immédiate

« que dans le cas où la famine exerce ses ravages.

« Les obstacles médiats se composent de toutes

« les coutumes et de toutes les maladies que peut

« faire naître la rareté des moyens de subsistance,

« en y joignant toutes les causes physiques et mo-

« rales, indépendantes de cette rareté, qui tendent

« à enlever la vie d'une manière prématurée.

« Ces obstacles à la population, qui agissent

« constamment avec plus ou moins de force dans

« toutes les sociétés humaines et qui y maintien-

« nent le nombre des individus au niveau des

« moyens de subsistance, peuvent être rangés sous

« deux chefs. Les uns agissent en prévenant l'ac-

« croissement de la population, et les autres en la

« détruisant à mesure qu'elle se forme. La somme

« des premiers compose ce qu'on peut appeler l'*obs-*

« tacle préventif; celle des seconds, l'*obstacle des-*

« tructif.

« L'obstacle préventif, en tant qu'il est volon-

« taire, est propre à l'espèce humaine, et résulte

« d'une faculté qui nous distingue des animaux,

« savoir de la faculté de prévoir et d'apprécier des

« circonstances éloignées.

« Les obstacles destructifs sont d'une nature

« très variée. Ils renferment toutes les causes qui

« tendent, de quelque manière, à abrégier la durée

« naturelle de la vie humaine par le vice ou par le

« malheur. Ainsi, on peut ranger sous ce chef

« toutes les occupations malsaines, les travaux

« rudes ou excessifs et qui exposent à l'inclemence

« des saisons, l'extrême pauvreté, la mauvaise

« nourriture des enfants, l'insalubrité des grandes

« villes, les excès de tout genre, toutes les espèces

« de maladies et d'épidémies, la guerre, la peste,

« la famine.

« Si l'on examine les obstacles à l'accroissement

« de la population, que j'ai classés sous deux chefs

« généraux et que j'ai nommés préventifs et des-

« tructifs, on verra qu'ils peuvent se réduire aux

« trois suivants : la retenue morale, le vice, la

« misère ou les souffrances.

« Parmi les obstacles préventifs, l'abstinence du

« mariage, jointe à la chasteté, est ce que j'appelle

« la retenue ou contrainte morale.

« Le libertinage, les passions contraires au vœu

« de la nature, la violation du lit nuptial, en y

« joignant tous les artifices employés pour cacher

« les suites des liaisons criminelles ou irrégulières,

« sont des obstacles préventifs qui appartiennent

« manifestement à la classe des vices.

« Parmi les obstacles destructifs, ceux qui pa-

« raissent une suite inévitable des lois de la nature

« composent exclusivement cette classe que je dé-

« signe par le mot misère ou malheur (*misery*).

« Ceux, au contraire, que nous faisons évidemment

« naître nous-mêmes, comme les guerres, les excès

« de tout genre, et plusieurs autres maux inévita-

« bles, sont d'une nature mixte. C'est le vice qui

« les suscite, et ils amènent à leur suite le mal-

« heur. »

F. V.

(La suite prochainement.)

#### DANGERS DES BOISSONS ALCOOLIQUES.

Dans un mémoire de M. Labourt, sur l'intempérance des classes laborieuses, publié par la librairie Guillaumin, on trouve une foule de faits généralement peu connus. Les suivants nous ont paru dignes d'attention :

« De 1664, à 1669, les ouvriers appelés par Colbert d'Allemagne, des Pays-Bas et d'Angleterre, pays où l'eau-de-vie était déjà connue comme boisson, en apportèrent l'usage en France, usage si rapidement répandu, qu'en 1713 le gouvernement interdisait la fabrication de toute espèce d'eau-de-vie qui ne proviendrait pas du vin proprement dit.

« Quant aux conséquences de l'ivrognerie, il a été observé que, sur 690 enfants emprisonnés pour crimes dans la ville de New-York, il s'en est trouvé plus de 400 appartenant à des familles intempérantes.

« En 1768, dit M. Labourt, les plus habiles distillateurs ne pouvaient obtenir en vingt-quatre heures plus de produits que le contenu de l'alambic chargé une seule fois pendant ce temps. Or, en 1799, on avait déjà trouvé le moyen de charger et de décharger l'alambic 480 fois par jour. Ces procédés ont été encore immensément perfectionnés en France et dans les autres pays industriels. On a vu aux Etats-Unis vendre l'eau-de-vie à 30 c. le litre, et en France le prix, quoique plus élevé, est susceptible d'une extrême réduction.

« Les eaux-de-vie, base unique des liqueurs fortes, ne sont plus extraites seulement du vin proprement dit, mais proviennent du marc de raisin, des lies de vin, du cidre, de la bière, enfin de tout ce qui est susceptible de la fermentation saccharine. Or, de la fermentation de ces matières dans l'alambic il résulte de l'acétate de cuivre ou vert-de-gris, qui, se combinant avec l'alcool et l'éther acéteux, donne un composé qui ronge, détruit et cautérise.

« La découverte de ces principes morbifiques est due au savant Higgins, de Londres, lorsqu'il fut appelé par les colons de la Jamaïque pour y perfectionner la distillation du rhum. Ainsi les eaux-de-vie de mauvaise qualité, par conséquent les plus usuelles, contiennent de l'éther acéteux, chargé de vert-de-gris, et portent dans le corps de ceux qui en font usage un principe de mort d'autant plus redoutable qu'il est moins soupçonné.



« Au reste, les eaux-de-vie de mauvaise qualité ne sont pas les seules qui abrègent la vie. Il est aujourd'hui démontré par la science que l'alcool est une substance qui ne peut contribuer en aucune manière à la nutrition, et il n'est pas au pouvoir de l'économie animale de le décomposer, d'en tirer ce qui peut soutenir le corps humain. Saignez au bras, au pied, à la tête l'homme qui en boit, distillez son sang, et vous y retrouverez l'alcool. On l'a retrouvé jusque dans le cerveau. Ayant disséqué un homme mort en état d'ivresse, quelques heures seulement après sa mort, le docteur Pierson y a trouvé la quantité ordinaire de liquide séreux ; mais il exhalait une odeur d'alcool, et, en approchant la lumière, il le vit prendre feu et produire une flamme bleue. L'alcool introduit donc dans le cerveau un poison qui fait de ceux qui en abusent de véritables aliénés. Il a été constaté, par la société de tempérance américaine, qu'aux États-Unis, sur 781 aliénés admis dans différents hospices, 392 avait été réduits à cet état par l'usage des liqueurs spiritueuses.

« C'est surtout dans les eaux-de-vie extraites des fruits à noyaux que les qualités morbifiques se font remarquer. L'huile que les noyaux contiennent devient par la distillation un poison véritable. Le gouvernement ayant eu connaissance d'accidents arrivés dans Paris par suite de l'usage de liqueurs vendues sous le nom de kirsch, chargea la Faculté de Médecine de les examiner. Les chimistes qui décomposèrent ces liqueurs reconnurent que c'était de l'eau-de-vie de prune dont le noyau contient beaucoup d'huile ; ils la séparèrent, la mêlèrent à des aliments qu'ils firent manger à divers animaux : tous périrent empoisonnés.

« Ainsi les spiritueux de cette espèce ont des effets morbides plus prompts que ceux d'une qualité supérieure, mais tous conduisent à l'altération profonde des principes constitutifs de la vitalité. »

## VARIÉTÉS.

### LOCOMOTION AÉRIENNE.

« C'est impossible, disent les gens sérieux, ja- » mais on ne se dirigera dans l'air ; d'ailleurs, on » l'aurait déjà fait si c'était possible. »

Je voudrais bien qu'on me citât une découverte honorable pour l'esprit humain et favorable au plus grand nombre, qui n'ait été taxée d'impossibilité par ces hommes graves, au jugement desquels on doit se fier, parce qu'ils ont une longue expérience de la vie et qu'ils ne se font jamais d'illusion.

Lorsque Jenner annonça l'admirable invention de la vaccine, la Société royale de Londres le traita de charlatan ; cette même académie se flatta d'être dotée de trop de bon sens pour croire à la possibilité du paratonnerre ; à la première annonce d'une pluie d'aérolithes qui avait eu lieu, disait-on, quel- que part en Bretagne, l'Institut de France crut à une mystification ; les bateaux à vapeur ont été déclarés impossibles par les gens les plus compétents, y compris les membres de notre académie des sciences ; il a été prouvé algébriquement par devant le même corps savant, que des locomotives placées sur la voie de fer, resteraient parfaitement immo- biles. Mais pourquoi sortir de notre sujet ? L'his- toire de l'aérostation offre d'assez beaux exemples de la puissance du préjugé.

Quand les inventeurs de l'aérostation annon- cèrent qu'ils lanceraient un ballon dans les airs, croyez-vous que l'annonce de ce fait à jamais mé- morable n'ait pas excité d'opposition : « On eut tort d'en douter, » dirent aujourd'hui ceux-là même qui, contemporains des Montgolfier, eussent été des premiers à les prendre en pitié. Voici les faits : le 5 juin 1783, l'Assemblée des états particuliers du Vivarais se trouvant à Annonay fut priée d'assister à la première expérience aérostatique. Un ballon de 110 pieds de circonférence et d'un poids de 500 livres était déposé sur la place publique et replié sur lui-même. « Quel fut l'étonnement général, dit Faujas, lorsque les inventeurs d'une telle machine annoncèrent qu' aussitôt qu'elle serait pleine d'un gaz qu'ils avaient le moyen de produire à volonté par le procédé le plus simple, elles'enlèverait d'elle-même jusqu'aux nues ! Il faut convenir alors que, malgré la confiance qu'on avait aux lumières et à la sagesse de MM. de Montgolfier, cette expé- rience paraissait si incroyable à ceux qui allaient en être témoins, que les personnes les plus ins- truites, celles même qui étaient le plus favorable-

ment prévenues doutaient presque sans balancer de son succès. » (*Desc. des exp. de la mach. aérost. de MM. de Montgolfier, t. 1<sup>er</sup>, p. 4.*)

C'est certainement chose sage et profitable aux progrès de l'esprit humain, que de tenir toute dé- couverte en une sorte de quarantaine et d'attendre, pour tirer des conclusions d'un fait nouveau, que son authenticité soit bien établie ; mais prendre ce qu'on connaît pour règle du possible et nier à l'avance tout ce qui renverse les idées admises, ce n'est plus réserve, c'est préjugé. Rien ne dé- cèle mieux la faiblesse de l'esprit que cette préten- tion commune aux gens réputés sages, de ne ja- mais se laisser imposer par les nouveautés. Au temps où nous sommes, la vraie sagesse n'est en- core connue que par de rares spécimens. Un hom- me dépourvu d'imagination, inaccessible à toute grande pensée, qui se traîne dans l'ornière tracée par ses devanciers et dont l'esprit ne franchit ja- mais le cercle de la réalité présente, se décerne, aux applaudissements de la foule, le titre d'esprit sagace et solide ; l'étroitesse de vues s'appelle rai- son, la pratique des petites choses renfermées dans le petit cercle d'une petite vie s'appelle sûreté d'es- prit. Il y aurait un moyen mécanique presque in- failliable d'être toujours dans le vrai, ce serait de prendre le contrepied des hommes expérimentés. Nous sommes dans un temps où la sagesse sera couverte de confusion. Voici l'heure prophétisée où tout passera excepté la charité. Ceci est une époque de renouvellement : en toutes voies toutes choses seront changées du tout au tout.

Au reste, la possibilité de naviguer dans l'air, ne fait plus question pour les connaisseurs. On s'accorde sur ce point que pour résoudre le plus à l'airable des problèmes de la technologie, il n'y a que deux conditions à réaliser : la puissance de l'association et celle des capitaux. Lorsqu'il fut bien avéré que l'impossibilité annoncée par les frères Montgolfier avait passé dans la catégorie des vérités banales, l'imagination devançant l'expé- rience, on crut la conquête de l'air réalisée ; une médaille fut frappée portant en exergue : à *Etien- ne et Joseph de Montgolfier pour avoir rendu l'air navigable*, ce qui rappelle le fameux distique écrit en l'honneur de Franklin, inventeur du paraton- nerre et l'un des fondateurs de la liberté améri- caine : *Il ravit la foudre au ciel et le sceptre aux tyrans*. Après Franklin et les frères Montgolfier, on vit encore des tyrans, et les excursions atmos- phériques ne servirent qu'à compléter le maigre programme de nos fêtes publiques. Si une inven- tion, grosse d'un monde, n'a recté qu'un si chétif emploi, la cause de cette stérilité est dans le dé- sordre social. L'absence d'organisation pèse sur la science et sur les inventeurs aussi lourdement que sur le travail manuel. Ce qui a manqué, ce n'est ni le génie, ni le savoir, ni la volonté ; ce qui a manqué ce sont les moyens d'expérience et d'exé- cution, l'organisation du travail scientifique et des essais technologiques. Les dépenses à faire pour mener à bonne fin la moindre des épreuves prélimi- naires, dépasse les ressources de la plupart des inventeurs ; la nature, apparemment pour laisser quelque chose à faire à la société, leur ayant rare- ment donné en même temps que le génie créateur, la fortune nécessaire pour faire passer leurs con- ceptions dans la réalité.

L'organisation du travail, en réunissant des for- ces éparses et languissantes par suite de leur iso- lement, eût produit l'effet de ces miroirs qui, re- cueillant les rayons invisibles de la chaleur, les élè- vent par la concentration jusqu'à une température lumineuse. Le poids que chacun, pris isolément, a essayé vainement de remuer, serait enlevé comme une plume par l'association.

L'une des premières choses qu'aura à faire la République sociale, sera de prier poliment les sa- vants et les industriels de résoudre, dans le plus bref délai possible, le problème de la locomotion aérienne et de leur en donner les moyens. A la ri- gueur elle pourrait, sans manquer aux convenan- ces, fixer le jour et l'heure de la livraison ; sauf en cas de force majeure à accorder un délai. La Con- vention ne s'y prenait pas autrement ; ce ne sont pas seulement les victoires sur la contre-révolution qu'elle commandait à jour fixe et avec succès, mais aussi les conquêtes sur la nature. A sa voix, dans les termes et délais du cahier des charges qu'elle ré- digeait à l'usage des savants, ceux-ci s'empres- saient d'exécuter et de livrer les fournitures dont la patrie, en péril, leur avait fait l'honneur de les rendre adjudicataires. Conformément à des ordres supérieurs, Séguin contraignait la chimie d'ac- complir, en quelques jours, le tannage des cuirs, qui ne s'opérait jusqu'alors qu'à l'aide de plusieurs

mois, alléguant pour raison péremptoire que les soldats républicains ne pouvaient pas aller pieds nus plus longtemps ; Conté, chargé de fournir dans le plus bref délai à l'officier en campagne le crayon dont il a besoin, remplissait la commission avec la précision qu'un vétéran apporte à la charge en douze temps. A la même époque, d'autres géné- raux des divisions chimique, physique et mécani- que, recevaient des commissions non moins im- portantes, telles que trouver les moyens de fabri- quer de la poudre rapidement et en quantité con- sidérable, fondre des canons, etc..., et s'en acquit- taient avec toute la discipline militaire. Ainsi fera l'Assemblée à laquelle écherra la gloire de renouer la tradition de l'héroïsme révolutionnaire :

La Convention nationale,  
Considérant,

Que l'atmosphère offre une route plus rapide, plus sûre, plus directe que celles de terre et de mer ;

Que la locomotion aérienne franchissant en quel- ques heures des territoires immenses, permettra de faire circuler rapidement les hommes et les pro- duits ;

Qu'un transport économique des produits aura pour résultat de mettre partout le producteur en rapport avec le consommateur, de répartir plus équitablement les richesses et dès-lors d'améliorer le sort de tous ;

Qu'un transport rapide de forces considérables permettrait à la France de se tenir toujours à la disposition d'un peuple allié et de lui porter aide en cas de besoin ; qu'elle fournirait à la Républi- que le moyen de foudroyer ses ennemis partout où ils oseraient relever la tête ;

Que la locomotion aérienne permettrait à la France d'accomplir, dans toute son étendue, la mission qui échoit aux peuples avancés en déve- loppements, de se dévouer à ceux qui, comme les peuplades barbares et sauvages, sont restés au- dessous d'eux dans l'échelle sociale ;

Que la locomotion aérienne, signe évident de la suprématie de l'homme sur le monde, peut seule mettre l'espèce humaine en mesure d'administrer le globe dont la régie lui a été confiée,

Décrète :

Art. 1<sup>er</sup>. — La locomotion aérienne sera décou- verte dans un délai de..... à partir de la publica- tion du présent décret.

Art. 2. — Un crédit provisoire de..... millions est affecté à cette découverte.

Art. 3. — L'Association des Sciences est char- gée de constituer la commission d'expérience et d'exécution, et de mettre à sa disposition les labo- ratoires, ateliers et matières requises.

Art. 4. — Les inventeurs de la locomotion aé- riennne auront bien mérité de l'humanité.

Je ne m'aventure pas beaucoup en disant qu'il ne se passerait pas bien longtemps avant que la plus éblouissante des conquêtes de la science et de l'industrie, fût mise, comme il est juste, à la por- tée de tous, et je ne crains pas non plus d'être dé- menti si je dis que parmi les laborieux artisans de France, sans excepter ceux qui ont sué sang et eau toute leur vie, sans avoir jamais pu joindre les deux bouts, il ne s'en trouverait pas un seul, qui n'applaudit avec orgueil à un pareil emploi des millions publics et qui, voyant ce décret affi- ché dans les rues, ne se sentit heureux d'être né en France et dans un tel temps. Chez ces héroï- ques meurt-de-faim, le cœur semble s'élargir à proportion du rétrécissement de l'estomac. Règle générale : l'ampleur des vues est en raison inverse du taux de la fortune. Au reste, ils seraient récom- pensés par où ils auraient mérité, car ces millions qu'ils auraient prélevés par grandeur d'âme sur le nécessaire, leur seraient rendus jusqu'au super- flu. J'ai dit l'immense amélioration que la loco- motion aérienne apporterait au sort de chacun par la circulation complète des produits, et je ne fe- rai pas à nos lecteurs l'injure d'insister sur un point qui ne les intéresse pas uniquement. L'ou- vrier français ne vit pas seulement de pain, il vit aussi d'affection et de dévouement ; il y a quelqu'un avec qui il sympathise autant qu'avec lui-même : c'est le prochain. Il a des affaires qui l'intéressent autant que celles de sa patrie, ce sont celles des peuples ses frères en Adam, en Christ et en infor- tuné.

En France, les questions de politique étrangère sont plus brûlantes peut-être que les affaires inté- rieures : on peut se montrer facile à l'endroit de ses propres libertés. Par exemple, on peut se lais- ser ravir une à une toutes les conquêtes de juillet, supporter pendant dix ans le poids des lois de septembre. « Cela ne regarde que moi, » dit le



travailleur. Mais si le pouvoir se fait en Espagne l'auxiliaire du despotisme, en Suisse, l'allié des jésuites, et s'il presse à Vienne la main rougie du sang gallicien, alors l'aiguille s'arrête, la chaîne se déroule, et le 24 février sonne! En France, tout travailleur sent instinctivement que la divine morale qui veut que chacun se fasse tout à tous, régit les rapports de peuple à peuple aussi bien que ceux d'homme à homme; et il ne voudra pas rompre avec cette glorieuse tradition, qui a valu à la France les dédains des nations mercantiles et l'estime de tout peuple qui souffre et espère! « Dieu est trop haut et la France est trop loin! » disaient dans leur sublime désespoir nos héroïques frères de Varsovie. Quelle profonde reconnaissance le peuple de France vouerait donc aux inventeurs qui mettraient à sa disposition le moyen d'être toujours à portée d'une sœur en détresse, d'une nation opprimée!

Et quand l'émancipation européenne sera achevée, la locomotion aérienne n'aura pas encore rendu tous les services qu'elle doit apporter à l'œuvre de salut. Peuple de France, je veux finir d'une manière digne de toi en constatant que ta mission de dévouement est grande comme le monde. Successeurs de soixante-dix rois et empereurs, et une fraction en plus, si nous comptons ce dont nous jouissons, tu acceptes sans bénéfice d'inventaire le legs onéreux de quatorze siècles d'oppression. Tu paieras intégralement les dettes de tes pères indignes. Ce qu'ils doivent, ce n'est pas seulement le mal qu'ils ont fait, c'est le bien dont ils se sont abstenus. En franchissant le seuil de tes pères, tu pénètres dans une maison de débauche et d'iniquité. Tu la purifieras et la justice y entrera avec toi. L'inventaire de la succession que tes rois t'ont laissée se résume comme celle que les rois étrangers ont léguée et légueront à leurs peuples en deux mots : ignorance et misère. Non contents de tenir leurs peuples dans l'abaissement, ils ont, au mépris de la loi de solidarité dont le joug s'est justement apesantissant sur eux, abandonné les nations sauvages, faisant ce que font ces créatures exécrables qui délaissent au coin d'une rue l'enfant nouveau-né. Au moment où j'écris, des continents entiers sont sillonnés par des hordes d'êtres dont le visage est de l'homme, dont les appétits sont de la brute; en proie à une effroyable misère, ils sont descendus jusqu'à la limite qui sépare l'homme des bêtes.

Depuis six mille ans que le monde est gouverné par des rois et des aristocraties, rien n'a été fait pour ces malheureux. Ce sont des hommes aussi; une âme humaine habite sous cette forme humaine; une culture intelligente et dévouée les eût élevés des bas-fonds de l'humanité jusqu'à notre niveau. Les rois se sont comportés envers eux comme une invasion de barbares à l'égard des champs ensemencés. Tu seras pour eux l'horticulteur attentif et sagace, qui tire des sauvages les merveilles de nos espaliers. Quand tu en auras fini en Europe avec le démon, tu iras, de concert avec les peuples émancipés, combattre et vaincre dans le monde entier l'œuvre des ténèbres. Seulement la part que tu assumeras sur toi sera celle que t'assigne ton génie sympathique. C'est alors que tu sentiras croître ta reconnaissance pour les hommes divins qui auront doué ta bienveillance du don de l'ubiquité, qui, te permettant d'être en tous lieux presque à la fois, auront rendu réalisable ce vœu de ta grande âme : Partout, tout à tous! On verra les locomotives aériennes transporter en Asie, en Afrique, en Océanie, en Amérique, les missionnaires et les pionniers de la science et de l'industrie. Alors un magique lever de rideau s'opérera sur le monde. Une terre affligée, couverte de plaies hideuses, en proie à d'horribles maladies, tachée de déserts et de marécages, rongée de bêtes féroces et venimeuses, livrée aux tempêtes, à la famine, à la guerre, à la bestialité, aux inondations, à l'ignorance, se transformera, sous l'action de la lumière du cœur et de l'intelligence, comme une vue du diorama sous l'influence de la lumière solaire, en une terre riante, parfumée et féconde.

Peuple de France! je suis sûr que loin de regretter un tel emploi du trésor public, tu trouverais, s'il en était besoin, à économiser sur ta demi-ration pour parfaire le budget de la locomotion aérienne.

VICTOR MEUNIER.

(La suite au prochain numéro.)

## LES TISSERANDS DE SILÉSIE.

RUBEZAH, ballade du poète Freiligrath.

Cette ballade, qui a été publiée déjà en 1844 par la *Revue des Deux-Mondes*, a été inspirée par la misère des tisserands de Silésie.

D'après une légende populaire, Rubezahl est un esprit bienfaisant des montagnes, secourable aux voyageurs et aux malheureux :

« Les haies verdissent enfin ; voici déjà une violette ; quelle fête, dit un pauvre enfant de tisserand qui se glisse en cachette hors de la maison et s'achemine vers le bois, portant un ballot de toile sur ses épaules. C'est ici l'endroit, je vais me risquer. — Rubezahl! »

« S'il m'entend, je le regarderai hardiment en face ; il n'est pas méchant. Je vais mettre mon paquet de toile sur ce rocher. Il y a une pièce tout entière, et belle ! Oh ! oui, j'en réponds ; on n'en tisse pas de plus belle dans la vallée. — Il ne vient toujours pas. Allons, courage, encore une fois : — Rubezahl ! »

« Rien encore ! — Je suis venu dans le bois pour qu'il nous tire de la peine. Ma mère a les joues si pâles ! Dans toute la maison, pas un morceau de pain ! Mon père est parti pour le marché en jurant. Trouvera-t-il des chalands, enfin ! Moi, je vais essayer ma fortune auprès de Rubezahl. Où reste-t-il donc ? Pour la troisième fois : — « Rubezahl ! »

« Il a tant secouru de malheureux, jadis ! ma grand-mère me l'a conté souvent. Oui, il est bon au pauvre monde que la misère torture. Je suis accouru ici tout joyeux avec une pièce de toile bien mesurée. Je ne veux pas mendier, je veux vendre. Oh ! qu'il vienne donc ! Rubezahl ! Rubezahl ! »

« Si cette pièce lui plaisait, peut-être qu'il en demanderait davantage, c'est cela qui m'arrangerait ! hélas ! il y en a tant encore d'également belles à la maison. Il les prendrait toutes jusqu'à la dernière ; alors je rachèterais aussi celles qu'on a mises en gage. Quel bonheur ! Rubezahl ! Rubezahl ! »

« Et alors j'entrerais joyeux dans la petite chambre et je m'écrierais : Père, de l'argent ! Et alors il ne jurerait plus, et il ne dirait plus : je ne tisse pour vous qu'une chemise de misère. Et ma mère, elle sourirait de nouveau et nous préparerait un bon repas. Et mes petits frères, comme ils gambaderaient ! mais qu'il vienne, qu'il vienne donc ! Rubezahl ! Rubezahl ! »

« Ainsi appelle l'enfant de treize ans. Il reste là, pâle et défaillant, appelant toujours, mais en vain. De loin en loin, un noir corbeau traverse seul le domaine du vieux gnome. L'enfant reste encore. Il attend d'heure en heure jusqu'à ce que les ténèbres descendent sur le vallon ; alors, tout bas et d'une lèvre convulsive, il appelle une dernière fois en sanglotant : Rubezahl ! »

Et alors, muet et tremblant, il quitte le taillis et retourne avec son ballot de toile vers la désolation du foyer. Il se repose souvent sur la pierre mousue, écrasé sous le poids de son lourd fardeau. Je crois que le père tissera bientôt pour son pauvre enfant, non-seulement la chemise de misère, mais encore le linceul de mort : Rubezahl !

Aujourd'hui, le poète Freiligrath expie, dans l'exil, son ardente sympathie pour les malheureux, son patriotisme, son amour pour la liberté et pour les réformes sociales, enfin sa haine pour le roi de Prusse.

Les ouvriers charpentiers - constructeurs de navires de Saint-Esprit, près Bayonne, se sont formés en association ; la commission chargée de répartir les trois millions votés pour encouragement aux associations leur a accordé les fonds qu'ils ont demandés ; et Bayonne va voir enfin fonctionner le principe d'association.

L'ASSOCIATION FRATERNELLE des Cuisiniers réunis, constituée par acte des 16, 17 et 18 janvier 1849, poursuivant avec zèle et succès la tâche qu'elle s'est imposée, va ouvrir aux sincères amis de la fraternité, les beaux salons du *Pavillon-National* barrière des Amandiers. L'inauguration aura lieu le dimanche gras 17 février. Les démocrates sont conviés à cette inauguration, à laquelle sans doute

ils ne manqueront pas. Encourager les associations ouvrières c'est marcher pacifiquement au progrès : le peuple l'a compris. A tous ceux qui lui prêteront aide, l'Association fraternelle des Cuisiniers promet en cette occasion, comme toujours, accueil fraternel, promptitude et régularité dans le service et maintien des prix établis à la portée de l'ouvrier.

## ASSOCIATIONS OUVRIÈRES.

*Passenterie* : rue Neuve-de-Chabrol, marché St-Laurent, salle Montyon.

*Coiffure et barbe* : rue des Gravilliers, 18 ; rue de la Montagne-Sainte-Genève, 6 ; rue St-Denis, 278.

*Sellerie* : rue Neuve-Fontaine-Saint-Georges, 9.

*Vêtements* : rue du Faubourg-St-Denis, 25.

*Chaussures* : rue Rambuteau, 108 ; place du Louvre, 26.

*Corsets* : rue St-Honoré, 145.

*Cuisine* : chaussée du Maine, 36 ;

boulevard Pigale, 36 ;

barrière des Amandiers, Pavillon-National ;

rue Simon-le-Franc, 18.

*Boutonnerie* : rue Fontaine-au-Roi, 20.

*Papeterie* : rue du Grand-Prieuré, 10.

*Blanchissage* : rue de Bréda, 9.

*Chapellerie* : rue des Trois-Pavillons, 5, au Marais ; place de la Bourse, 29.

*Peinture en bâtiments* : rue des Arcis, 52.

*Lingerie* : rue Richelieu, 44, au 1<sup>er</sup>.

*Chaussonnerie* : rue Saint-Martin, 212.

*Horlogerie* : siège provisoire, rue des Enfants-Rouges, 7, au Marais.

*Chemiserie* : rue de l'Arbre-Sec, 62.

*Formes* : rue du Cadran, 12.

*Tailleurs de limes* : rue Phelippeaux, 27, passage de la Marmite.

*Rouennerie, blouses, etc.*, rue Mondétour, 3, près la Halle.

*Arçonnerie* : rue des Petits-Hôtels, 23, près la place Lafayette.

*Ménisiers en fauteuils* : rue Charonne, 7, cour Saint-Joseph.

*Brosserie* : rue de Bondy, 76.

*Tapiserie* : rue de Sèvres, 129.

*Ebénisterie* : rue Charonne, 7, cour St-Joseph.

POLITIQUE ET SOCIALISME A LA PORTÉE DE TOUS, par G. Mortillet, une livraison tous les dimanches, 5 centimes. — Rue des Bons-Enfants, 1.

## TAIS-TOI, RODIN !!!

Réponse aux calomnieux du socialisme, par le citoyen S.-F. BERNARD le clubiste, série de cinq pamphlets politiques.

Le premier pamphlet, adressé au citoyen Léon Faucher, avec ce sous-titre : *Fermons les clubs !* paraîtra du 18 au 20 février. Les quatre autres suivront de trois en trois jours.

Prix des cinq pamphlets : 25 centimes.

On souscrit à la propagande socialiste, rue Coquillière, 15, entrée par la rue de Sartine.

NOTA. Le tirage sera borné au nombre des souscripteurs, qui recevront les pamphlets à domicile.

## LE FRANC-MAÇON, revue mensuelle.

Un an, Paris, 6 fr. Départements, 7. Etranger, 9.

Annonces réservées aux frères, 50 cent.

Quai des Orfèvres, 58, à Paris.

— Le 6<sup>e</sup> numéro est sous presse. Avis aux FF.

LE BERGER DE KRAVAN, entretiens socialistes et démocratiques sur la République et les prétendants monarchiques, par Eugène Sue. Prix : 50 c.; 12 exemplaires : 5 fr. — Dans cette brochure, la première d'une série de petits livres socialistes que M. E. Sue se propose de publier, l'auteur passe en revue la situation du peuple sous l'Empire, les deux Restaurations et le règne de Louis-Philippe. Il conclut énergiquement à la République, mais à la République démocratique et sociale.

L'un des propriétaires, LÉOPOLD GRAFFIN.

Imprimerie POUSSIELGUE, rue du Croissant, 12,